

INTRODUCTION

Olivier Meier et Pierre Valarcher

Dans le cadre de la chaire ENA-ENSCI-Polytechnique-Sciences Po Paris sur l'innovation publique, nous avons souhaité créer un observatoire dédié à l'impact des transformations sociales et sociétales sur l'action publique. Le changement social ou sociétal concerne toute transformation observable dans le temps, qui affecte durablement et profondément la structure ou le fonctionnement des organisations et des collectivités. Il amène généralement à en modifier une partie de son histoire et de son identité, en impactant par exemple les secteurs d'activités, les métiers, les « savoir-faire », ainsi que la nature des liens sociaux et professionnels en termes de pratiques, d'usages ou de modes de vie. Ces transformations concernent aussi bien les questions liées au numérique (technologies, pensée computationnelle), à la mondialisation (échanges, modes de coopération et de communication), au développement économique, écologique ou social (croissance démographique, industrialisation, tertiarisation, urbanisation...). Ainsi, la transformation digitale, plus qu'un changement technologique, doit davantage être comprise comme l'expression de nouvelles pratiques sociales, complexes et hétérogènes. Il est donc question ici de transformations qui, de fait, se mettent en place au sein de toutes les organisations, y compris les institutions, collectivités territoriales et organisations publiques. Or ce processus ne va pas nécessairement de soi et fait émerger des résistances et freins importants, tant sur le plan structurel, organisationnel que culturel (normes, valeurs, pratiques sociales) qu'il convient d'identifier et d'analyser avec rigueur.

Ces freins observés sont nombreux et concernent aussi bien le manque de connaissances et de formations, lié aux outils et méthodologies à mettre en œuvre, que la difficulté à impliquer les acteurs dans ces changements, une fois ces derniers identifiés et amorcés. Les résistances sont parfois fortes et il est donc parfois nécessaire, avant d'adopter de nouvelles pratiques (éthique, responsabilité, humilité, persévérance, respect de l'environnement...), de désamorcer l'existant et de présenter les informations, de manière à ce qu'elles soient mieux comprises pour finalement être plus facilement acceptées ou à l'inverse rejetées de façon constructive. Il s'agit par conséquent de faire œuvre de transdisciplinarité, en permettant à des spécialistes reconnus de mieux contextualiser les savoirs, en articulant les dimensions locales et globales, afin d'examiner tout problème de transformation dans ses multiples attributs, pour enfin susciter le débat et apporter des solutions réalistes et maîtrisées.

Les transformations sociales et sociétales doivent donc se voir pour les acteurs comme la capacité de proposer de nouvelles combinaisons ou de nouvelles façons de rendre plus efficace le vivre-ensemble, en tenant compte des changements à l'œuvre. Pour que cette nouvelle combinaison prenne racine durablement dans les comportements humains, pour qu'elle se culturalise, elle doit être légitimée, c'est-à-dire être reconnue, acceptée et adoptée par une majorité d'acteurs, ce qui implique de bien comprendre les enjeux et intérêts propres à chaque groupe culturel ou social et d'analyser les modes de relations entre les différentes parties. Pour y parvenir, il convient par conséquent d'établir un dialogue fécond et éclairant entre les disciplines (sciences sociales, sciences économiques, sciences politiques, sciences juridiques, sciences de gestion, sciences de l'ingénieur, sciences de la donnée), afin de donner sens au monde qui nous entoure.

C'est donc la convergence des savoirs ou « consilience » au sens de William Whewell (1794-1866) qu'entend promouvoir l'Observatoire ASAP dans le champ de l'action publique. Le projet vise ici à réactualiser l'idée, chère aux humanistes puis aux représentants des Lumières, que la production de savoir passe par le dialogue, la transdisciplinarité et une conquête permanente et nécessaire mais aussi la *disputatio* propre à la recherche, en vue de mieux répondre aux enjeux de notre société.

L'observatoire ASAP a plusieurs rôles et missions :

- Nourrir les débats scientifiques et publics ;

- Favoriser les échanges entre des acteurs d'univers et de disciplines différents (économie-gestion, droit, sociologie, sciences politiques...), pour les inciter à collaborer dans le cadre de projets transversaux au service de l'amélioration de l'action publique et le développement des territoires ;
- Collecter et structurer des données issues du monde académique et scientifique, afin de caractériser l'état d'une situation et de décrire son évolution ;
- Comprendre l'impact des actions et politiques menées en matière de transformations sociales et sociétales au niveau de l'État, des Territoires et des organisations publiques ;
- Valoriser, par la publication, les actions conduites ainsi que leurs évaluations, dans un souci de transparence et d'utilité sociale et sociétale ;
- Accompagner et soutenir les acteurs de l'action publique dans leurs démarches et leurs programmes d'actions (recherche-intervention ; recherche-action ; expertises et formation).

Cet observatoire s'adresse aux citoyens, étudiants, chercheurs, professionnels et institutionnels..., désireux de participer à la construction de l'Action Publique de demain à travers des productions d'articles, de tribunes, des entretiens mais aussi des ouvrages, des séminaires, des ateliers créatifs, et des conférences participatives.

C'est dans cet esprit, que nous avons voulu créer une série « Innovation et institutions publiques » dédiée sur ces enjeux au sein de la Collection « Question(s) de Société » des Éditions EMS, en mobilisant des équipes pluridisciplinaires, issues de différents laboratoires et sociétés savantes, pour appréhender les transformations à l'œuvre dans le champ de la sphère publique au sens large.

Ce premier ouvrage est consacré à cet objectif et souhaite montrer la richesse et la diversité des contributions de l'Observatoire dans le domaine des transformations économiques, juridiques, sociales et sociétales en lien avec le développement des technologies. Il met l'accent sur les enjeux notamment juridiques, sociaux et sociétaux et leurs implications techniques et technologiques, auxquels font face aujourd'hui les acteurs institutionnels et publics, aux plans national et local. Ce livre comprend 9 chapitres structurés de façon thématique et sélectionnés pour leurs éclairages spécifiques et originaux du monde qui nous entoure (technologies, médias, éducation, santé, sécurité routière, environnement...). Compte tenu de la diversité des thématiques (et expertises), nous avons souhaité respecter l'identité

professionnelle de chaque chercheur et chercheuse, en valorisant le style et la forme de l'argumentation aux usages de chaque discipline (présentation, organisation de l'argumentation, étude et cas empiriques).

Les premiers chapitres s'appuient principalement sur des spécialistes du droit, chercheurs et avocats. Ainsi, Marie-Hélène Gostiaux, avocate au Barreau de Paris, porte un regard sur l'impact des technologies sur l'action publique. Claire Cuvelier, Maître de conférences en droit public, analyse quant à elle l'usage juridique des communiqués de presse. Marine Fouquet, Docteure en droit privé, évoque la transformation du rôle de la RSE. Enfin, Maité Guillemain, Maître de conférences en droit privé, approfondit la question des dispositions contractuelles de la directive sur le droit d'auteur.

Les autres contributions prennent avant tout appui sur une analyse sociale et sociétale. Mathias Béjean, Maître de conférences HDR et plusieurs experts Martine Duverger, Zoé Aegerter, Céline Steiger étudiant, en chapitre 5, l'évaluation de l'innovation publique, à partir d'une analyse de la construction d'un parcours-guide au sein de l'Éducation nationale. Le chapitre 6, écrit par Maryvonne Dussaux, Maître de conférences en Sciences de l'Education, porte sur l'évolution de la territorialisation de la politique éducative au territoire apprenant. Dans le chapitre 7, Mathilde Brière et Jeanne Le Roy, Docteures en psychologie sociale et en management, abordent quant à elles, la question de la déviance dans le champ de la santé. Dans le chapitre 8, Fabrice Hamelin, Maître de conférences en Sciences Politiques HDR, donne une lecture des questions relatives à l'efficacité de l'action publique dans le cas de la politique de réduction de la vitesse à 80 km. Enfin, Isabelle Portelinha et Lolita Rubens, enseignantes-chercheuses en psychologie sociale, analysent la question entre environnement et communication publique, à travers le potentiel mobilisateur des croyances normatives et identitaires relatives à l'humanité, et de leur contexte.